



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE TRAVAUX

MAPA 20240154 Accord-cadre de travaux pour la peinture et revêtement muraux des membres du GHT Hainaut-Cambrésis

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	3
1.1 - Objet	3
1.2- Décomposition du contrat	3
1.3- Type d'accord-cadre	3
1.4- Conditions d'attribution des bons de commande	4
1.5- Conditions d'attribution des marchés subséquents	7
1.6- Connaissance du site	8
2- Pièces contractuelles	8
2.2– Accord-cadre à bons de commande	8
2.2– Accord-cadre à marchés subséquents	10
3- Confidentialité et mesures de sécurité	10
4- Durée et délais d'exécution	10
4.1- Durée du contrat	10
4.2- Reconduction	11
4.3- Durée / Délais d'exécution des marchés subséquents	11
5– Modalités des accords-cadres	12
5.1– Préparation, coordination et exécution des travaux	12
6 – Contrôle et réception des travaux	17
7– Prix	18
7.1- Caractéristiques des prix pratiqués	18
7.2- Modalités de variation des prix	19
7.2 – Evolution du bordereau	21
8 - Garanties Financières	22
9 - Avance	22
9.1 - Conditions de versement et de remboursement	22
9.2 - Garanties financières de l'avance	23
10 - Modalités de règlement des comptes	23
10.1 - Décomptes et acomptes mensuels	23
10.2 - Présentation des demandes de paiement	23
10.3 - Délai global de paiement	23
10.4 - Paiement des cotraitants	23
10.5 - Paiement des sous-traitants	24
11 - Conditions d'exécution des prestations	25
12 - Pénalités	25
14 - Résiliation du contrat	26
14.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	26
14.2- Redressement ou liquidation judiciaire	27
15 – Frais et risques/défaillance du titulaire	27
16 - Clause de réexamen	27
17 – Clause de non-exclusivité	31
18 – Respect des droits humains et attention à la qualité de vie au travail	31
19 - Règlement des litiges et langues	31
20 - Dérogations	32

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne l'exécution de travaux de peintures des membres du Groupement Hospitalier de Territoire du Hainaut Cambrésis (GHT-HC).

L'accord-cadre a pour objet :

- L'exécution de travaux de peinture
- L'exécution de revêtements muraux

Le Centre Hospitalier de Valenciennes, en tant qu'établissement support du GHT-HC, agit en tant que pouvoir adjudicateur.

Les membres partis au marché sont :

- Centre Hospitalier de Valenciennes
- Centre Hospitalier de Denain
- Centre Hospitalier de Saint Amand
- Centre Hospitalier de Maubeuge
- Centre hospitalier de Jeumont
- Centre Hospitalier de Fourmies
- Centre Hospitalier de Felleries Liessies

1.2- Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 6 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
2.1.01	Accord-cadre à bons de commande de la Zone 1 pour les établissements présents au marché
2.1.02	Accord-cadre à bons de commande Zone 2 pour les établissements présent au marché
2.1.03	Accord-cadre à bons de commande Zone 3 pour les établissements présent au marché
2.1.04	Accord-cadre à marchés subséquents Zone 1 pour les établissements présent au marché
2.1.05	Accord-cadre à marchés subséquents Zone 2 pour les établissements présent au marché
2.1.06	Accord-cadre à marchés subséquents Zone 3 pour les établissements présent au marché

1.3- Type d'accord-cadre

Le présent contrat est un accord-cadre passé en application du Code de la commande publique.

Chaque lot constitue un accord-cadre distinct, dont les modalités d'exécution sont définies ci-après. En fonction de la forme retenue, l'accord-cadre donne lieu soit à l'émission de bons de commande, soit à la conclusion de marchés subséquents.

Lot(s)	Désignation	Forme	Attributaire	Nb Titulaires
2.1.01	Accord-cadre à bons de commande de la Zone 1 pour les établissements présents au marché	Bons de commande	Multi	2
2.1.02	Accord-cadre à bons de commande Zone 2 pour les établissements présent au marché	Bons de commande	Multi	2
2.1.03	Accord-cadre à bons de commande Zone 3 pour les établissements présent au marché	Bons de commande	Multi	2
2.1.04	Accord-cadre à marchés subséquents Zone 1 pour les établissements présent au marché	Marchés subséquents	Multi	5
2.1.05	Accord-cadre à marchés subséquents Zone 2 pour les établissements présent au marché	Marchés subséquents	Multi	5
2.1.06	Accord-cadre à marchés subséquents Zone 3 pour les établissements présent au marché	Marchés subséquents	Multi	5

Pour les lots passés en accord-cadre à bons de commande multi-attributaire: Deux titulaires seront retenus pour exécuter les travaux dans les locaux d'une surface au sol inférieure à 250m² et pour les travaux dans les locaux d'une surface au sol supérieure à 250m² lorsqu'il s'agit d'une opération de travaux ne concernant que de la peinture. Ces lots seront exécutés au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le Centre Hospitalier concerné.

Pour les lots passés en accord-cadre à marchés subséquents : Au maximum 5 candidats seront retenus pour exécuter, après remise en concurrence à la survenance du besoin, les travaux dans les locaux d'une surface au sol supérieure à 250m² lorsqu'il s'agit d'une opération de travaux globale nécessitant la présence de plusieurs corps d'état.

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

Les montants maximums par lots sont les suivants :

Lot(s)	Montant maximum annuel
2.1.01	535 000 €HT
2.1.02	125 000 €HT
2.1.03	50 000 € HT
2.1.04	507 500 €HT
2.1.05	120 000 €HT
2.1.06	45 000 €HT

1.4- Conditions d'attribution des bons de commande

Pour les lots faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande, les bons de commande seront notifiés par le représentant du pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

Les titulaires se verront attribuer les bons de commande dans les conditions suivantes :

A la survenance d'un besoin, le titulaire issu 1er du classement d'analyse pourra être sollicité pour une demande de devis. Si ce titulaire indique ne pas être en mesure de répondre dans les délais de remise du devis exigés, indique ne pas pouvoir assurer la prestation ou si au bout de 10 jours calendaires, le devis n'a pas été transmis ou a été transmis mais ne correspond pas à la demande, le représentant du Centre Hospitalier pourra s'adresser au titulaire dont l'offre a été classée deuxième. Celui-ci disposera des mêmes délais pour transmettre son devis.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations ;
- les délais d'exécution (date de début et de fin) ;
- les lieux d'exécution des travaux ;
- le montant du bon de commande ;
- la nature et la description des travaux à réaliser.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires. Il en sera de même pour toute modification apportée ultérieurement à la nature ou à l'importance de la commande.

Le bon de commande pourra être complété par des ordres de service émis ultérieurement qui préciseront par exemple des délais intermédiaires.

Un bon de commande sans indication de délai devra obligatoirement être suivi d'un ordre de service de démarrage qui précisera la durée totale de l'intervention objet du bon de commande.

Le recours à l'accord-cadre à bons de commande aura lieu pour les travaux d'une surface inférieure à 250m².

Par dérogation aux articles 2 et 3.7.1 du CCAG Travaux, les établissements bénéficiaires du marché ont la qualité d'acheteur pour l'exécution des prestations : ils notifient les bons de commande auprès des titulaires et paient les prestations auprès du titulaire.

L'entrepreneur ne peut prétendre au règlement des prestations exécutées que dans la mesure où elles ont fait l'objet d'un bon de commande écrit, intervenu, avant l'exécution. De plus, l'entrepreneur ne doit accepter aucune instruction de la part des agents hospitaliers autres que l'un des représentants qualifiés.

Les travaux urgents (nécessité de services ou continuité de services ou qui remettent en cause la sécurité du bâtiment ou des personnes) pourront être exécutés sur ordre du maître d'ouvrage sans bon de commande au préalable et ils feront l'objet d'un bon de commande de régularisation précédés d'une demande de devis.

Les représentants légaux GHT du Hainaut Cambrésis se donnent la possibilité d'émettre des bons de commande aux prix du bordereau, ceci jusqu'au dernier jour de la période contractuelle mais dans la limite où la fin de l'exécution des travaux correspondants ne dépasse pas 1(un) mois de la période contractuelle. Le titulaire s'engage alors à les honorer aux prix et conditions du présent marché.

1.4.1 – Etablissement et contenu du devis

Pour toute demande de devis (état détaillé des travaux à effectuer) de la part des représentants légaux du GHT du Hainaut Cambrésis, le titulaire pourra être convoqué à un rendez-vous fixé au moins 2 jours ouvrables à l'avance pour effectuer la reconnaissance des travaux à réaliser et signaler par écrit au Maître d'Œuvre ceux qu'il estime impropres à l'exécution d'un travail conforme aux règles de l'art. Faute de cette reconnaissance, il sera réputé avoir accepté lesdits travaux et faire siens les problèmes rencontrés ultérieurement.

Durant ce rendez-vous, le chargé d'opérations transmet sa demande de travaux au titulaire. Le titulaire s'engage à respecter le délai de remise de devis sous 10 jours ouvrables maximum.

Si le délai courant est inadapté face à l'importance du chiffrage demandé, celui-ci sera réadapté après justification du délai proposé par le titulaire.

En tout état de cause, celui-ci ne pourra pas s'opposer à des impératifs de fonctionnement ou de sécurité propre aux spécificités aux sites du GHT du Hainaut Cambrésis.

Si le Maître d'Ouvrage émet des observations sur les devis, le titulaire disposera de 2 jours ouvrables maximum pour le modifier.

Pour effectuer le devis, le titulaire fera référence aux numéros des lignes, aux désignations et aux prix figurant au bordereau et surtout devra prendre en compte dans le bordereau les intitulés pouvant figurer dans un cadre correspondant aux observations et/ou aux consignes au début de chaque item.

Il est rappelé au préalable que tous les devis sont établis à titre gratuit.

Le devis reprendra les éléments suivants :

- ☐ La référence du devis
- ☐ Le numéro du présent marché
- ☐ La date d'émission du devis
- ☐ Le libellé de l'opération
- ☐ La localisation de l'opération et le numéro d'inventaire du ou des locaux
- ☐ Le nom du chargé d'opérations du site du GHT du Hainaut Cambrésis
- ☐ La liste des sous-traitants éventuels
- ☐ Eventuellement les délais contractuels d'approvisionnement sur site
- ☐ Les délais d'exécution détaillés par phase de travaux si besoin
- ☐ Les désignations et les prix figurant au bordereau
- ☐ Le récapitulatif du total hors taxe bordereau et hors bordereau

En cas de prix hors bordereau, l'entreprise devra fournir son prix d'achat de fourniture toute remise déduite (y compris remise annuelle) et appliquera le coefficient majorateur (qu'elle aura renseigné sur le BPU) sur prix hors taxes de fourniture. Ce coefficient rémunère les frais généraux, taxes et impôts et assure au titulaire une marge pour risques et bénéfices.

Sur simple demande, le titulaire devra pouvoir justifier sous 8 jours le prix d'achat repris ci-dessus par présentation des factures ou courriers de ses fournisseurs.

Pour la main-d'œuvre, l'entreprise appliquera le taux horaire prévu dans l'acte d'engagement.

Ne pourront pas figurer dans les devis, des prix hors bordereau tel que : essais, mise en service, toutes sujétions d'approvisionnement, ...et d'une manière générale toute prestations réputée nécessaire à la bonne exécution et à la bonne utilisation finale de l'ouvrage livré, ainsi que tout élément ou sujétion réputé prévu dans les pièces du marché (documents administratifs, plans, DOE, ...)

1.4.2 – En cas d'urgence

En cas d'urgence (danger des personnes ou des biens mobiliers et immobiliers) pendant les heures ouvrables ou en dehors des heures ouvrables, les représentant légaux du GHT Hainaut Cambrésis pourront par un simple appel téléphonique et/ou adresser aux titulaires une commande sans référence au bordereau pour exécuter dans le délai fixé par l'appel téléphonique et/ou par le bon de commande les travaux d'extrême urgence au sens strict de ce terme, en particulier lorsqu'est en cause la sécurité des personnes ou des biens.

Dans le cas d'une commande sans référence au bordereau, celle-ci mentionnera obligatoirement les motifs de l'urgence et sera établie provisoirement au montant de 500 € TTC. Elle sera directement exécutoire sans autres formalités.

Dans tous les cas, un bon de commande définitif sera ensuite établi sur la base des travaux réellement exécutés.

1.4.3 – Délai d'exécution

Le délai d'exécution prend effet à la date de réception du bon de commande sauf stipulation contraire.

En cas d'accord sur le devis, les représentants légaux du GHT du Hainaut Cambrésis transmettront au titulaire du marché le ou les bon(s) de commande(s) et le planning de l'opération.

Si besoin, les entreprises concernées seront convoquées sous 48 heures ouvrées.

Après remise du bon de commande et éventuellement du planning, le titulaire du marché doit répondre sous 48 heures ouvrées par une confirmation de délai. Passé ce délai, la programmation de travaux indiquée sur le bon de commande sera considérée comme acceptée en l'état.

L'attention des entrepreneurs est attirée sur l'obligation absolue de tenir à la disposition du pouvoir adjudicateur, pendant toute l'année, un effectif d'ouvriers suffisant pour assurer dans les délais impartis tous les travaux demandés sur les différents chantiers de l'établissement. Afin de permettre d'assurer la continuité dans les mois de juillet et août, un effectif d'ouvriers au moins égal à celui utilisé en moyenne pendant les autres mois de l'année sur les différents chantiers des établissements sera maintenu.

Le titulaire a obligation d'avertir par courrier de l'état de ses effectifs, ceci, sur simple demande écrite du représentant qualifié de l'établissement.

1.5- Conditions d'attribution des marchés subséquents

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents sont attribués après remise en concurrence des cinq titulaires retenus. Cette remise en concurrence intervient lors de la survenance du besoin.

Le pouvoir adjudicateur procède à une mise en concurrence par demande écrite (une lettre de consultation) adressée par voie dématérialisée via son profil acheteur.

Une lettre de consultation, pouvant être accompagnée d'un CCP, est adressée à chaque entreprise titulaire de l'accord-cadre, dans laquelle sont fixées les conditions de remise en concurrence propres à chaque marché subséquent.

La lettre de consultation précisera obligatoirement les éléments suivants :

- Les références de l'accord-cadre ;
- La période d'exécution du marché subséquent ;
- La date et l'heure limites de réception des offres ;
- La liste des documents à fournir à l'appui de l'offre (devis...) ;
- La date prévisible de la visite éventuelle.

Les titulaires s'engagent à remettre, par voie dématérialisée, leur offre pour la conclusion du marché subséquent. La lettre de consultation peut intégrer un délai permettant aux titulaires de réaliser une visite du site.

Il est précisé que les parties ne peuvent apporter de modifications substantielles aux termes fixés dans l'accord-cadre.

Si une visite est prévue, les titulaires devront signaler par écrit au Maître d'Œuvre ceux qu'ils estiment impropres à l'exécution d'un travail conforme aux règles de l'art. Faute de cette reconnaissance, il sera réputé avoir accepté lesdits travaux et faire siens les problèmes rencontrés ultérieurement.

Les titulaires devront adresser leur offre, selon le formalisme indiqué dans la lettre de consultation, par voie dématérialisée via le profil acheteur.

Les offres seront déposées dans le délai fixé par la lettre de consultation. Leur contenu restera confidentiel jusqu'à l'expiration du délai prévu pour le dépôt des offres.

La lettre de consultation devra être remise signée accompagnée d'un devis détaillé faisant référence au BPU remis initialement, ou proposer un devis spécifique détaillée pour les lignes n'étant pas comprises dans le BPU de l'accord-cadre.

Le cas échéant, les titulaires de l'accord-cadre devront justifier par écrit, dans le même délai, de leur impossibilité de répondre.

En tout état de cause, celui-ci ne pourra pas s'opposer à des impératifs de fonctionnement ou de sécurité propre aux

spécificités aux sites du GHT du Hainaut Cambrésis.

Pour effectuer le devis, les titulaires de l'accord-cadre doivent présenter, pour chaque marché subséquent, un Bordereau de Prix Unitaires (offre de prix) qui respecte les prix plafonds fixés à l'accord-cadre.

Toute offre de prix dépassant les prix plafonds de l'accord-cadre, sera déclarée irrégulière.

Le candidat devra :

- Se référer aux numéros des lignes, aux désignations et aux prix figurant au bordereau et surtout devra prendre en compte dans le bordereau les intitulés pouvant figurer dans un cadre correspondant aux observations et/ou aux consignes au début de chaque item
- En cas de prix hors bordereau, l'entreprise fera appel aux hors bordereau et devra fournir son prix d'achat de fourniture toute remise déduite (y compris remise annuelle) et appliquera le coefficient majorateur (qu'elle aura renseigné sur le BPU) sur prix hors taxes de fourniture. Ce coefficient rémunère les frais généraux, taxes et impôts et assure au titulaire une marge pour risques et bénéfices.

Les critères retenus pour l'attribution des marchés subséquents sont pondérés de la manière suivante :

1 - Prix	60% à 40%
2 – Mode opératoire de l'intervention	40% à 60%
- Méthodologie d'intervention sur le chantier	
- Moyens humains dédiés au chantier	

Le critère n°1 sera noté selon les modalités suivantes :

Chaque candidat sera noté sur 60% à 40%

Les offres de chaque candidat se verront attribuer une note calculée selon la formule suivante :

Note sur 60% à 40% = ((prix le plus bas /prix de l'offre examinée) *60% à 40%)

1.6- Connaissance du site

Le titulaire reconnaît que les pièces constitutives du marché public qui lui ont été remises lors de la notification du marché public sont suffisantes pour lui permettre de remplir ses obligations contractuelles en assurant, conformément aux dispositions légales ou réglementaires en vigueur à la date de notification du marché public, le complet achèvement de tous les travaux dont il peut avoir la charge suivant les règles de l'art et la parfaite utilisation des ouvrages réceptionnés.

Le titulaire reconnaît, au travers des documents remis, avoir une connaissance suffisante des lieux ainsi que de toutes les contraintes ou sujétions y afférents et avoir eu la possibilité de demander tous documents, de quelque nature que ce soit, nécessaires à la réalisation parfaite des travaux. Il ne peut arguer en aucune façon de l'absence ou de l'insuffisance d'informations ou de renseignements postérieurement à la notification du marché public pour s'exonérer de sa pleine et entière responsabilité dans la réalisation des travaux.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre, à ses frais, tous moyens (mesures, analyses, investigations, contrôles...) permettant d'éviter ou de limiter les troubles de voisinage dans un chantier (vibrations, poussière, bruit...). Il est responsable de toute dégradation et/ou désordre susceptible d'affecter les ouvrages voisins et s'engage à relever et garantir le maître d'ouvrage de tout recours qui lui serait fait à ce titre.

2- Pièces contractuelles

2.2– Accord-cadre à bons de commande

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes (plan des zones)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Les bons de commande issus de l'accord-cadre

- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat
- Les fiches techniques correspondant au matériel proposé par le titulaire

2.2– Accord-cadre à marchés subséquents

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles de l'accord-cadre et des marchés subséquents sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) des marchés subséquents ;
- La lettre de consultation du marché subséquents et ses annexes ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) de l'accord-cadre
- L'offre de prix du marché subséquent
- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) de l'accord-cadre
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de l'accord-cadre et ses annexes (plan des zones)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat
- Les fiches techniques correspondant au matériel proposé par le titulaire

3- Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire peut donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

Les obligations du titulaire en matière de protection des données à caractère personnel sont décrites dans l'annexe RGPD remise ce dernier à l'appui de son offre.

4- Durée et délais d'exécution

4.1- Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an.

Le dates de début des prestations sont les suivantes :

Lot(s)	Désignation	Date de début
2.1.01	Accord-cadre à bons de commande de la Zone 1 pour les établissements présents au marché	Notification

2.1.02	Accord-cadre à bons de commande Zone 2 pour les établissements présent au marché	Notification
2.1.03	Accord-cadre à bons de commande Zone 3 pour les établissements présent au marché	Notification
2.1.04	Accord-cadre à marchés subséquents Zone 1 pour les établissements présent au marché	Notification
2.1.05	Accord-cadre à marchés subséquents Zone 2 pour les établissements présent au marché	Notification
2.1.06	Accord-cadre à marchés subséquents Zone 3 pour les établissements présent au marché	Notification

Pour les lots faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande, les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

4.2- Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 1 an et 36 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Au plus tôt, de manière anticipée :

Dans le cas où le montant maximum serait atteint avant le terme de la période considérée (la période initiale ou l'une des trois périodes de reconduction), le pouvoir adjudicateur informe par écrit le titulaire de la reconduction anticipée de l'accord-cadre. La durée maximale de l'accord-cadre sera ainsi réduite au prorata des mois anticipés.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

4.3- Durée / Délais d'exécution des marchés subséquents

Chaque marché subséquent détermine son propre délai ou sa durée d'exécution.

5– Modalités des accords-cadres

5.1– Préparation, coordination et exécution des travaux

A – Période de préparation et programme d'exécution des travaux

Le bon de commande ou l'ordre de service fixe s'il y a lieu une période de préparation et sa durée ; elle est comprise dans le délai d'exécution des travaux.

L'entrepreneur procède, au cours de cette période, aux opérations énoncées ci-après s'il y a lieu :

- à l'établissement et présentation de plans d'exécution, notes de calculs et études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 28 du CCAG Travaux et à l'article B. ci-après
- l'établissement du plan de sécurité et d'hygiène prescrit par l'article 28.3 du CCAG Travaux.

B – Plans d'exécution – notes de calculs – études de détail

L'ensemble des documents nécessaires à l'établissement par le titulaire de ses documents d'exécution sont remis par le CHV lors de la consultation. Au cas où l'Entrepreneur juge que des documents complémentaires lui seront nécessaires, il doit le signaler dans son devis.

En conséquence, l'Entrepreneur devra établir l'ensemble des documents d'exécution (notes de calcul, PEO, PAC, fiches techniques, etc.) nécessaires à l'exécution des travaux.

Ces documents devront être diffusés pour VISA auprès des différents intervenants suivant une procédure définie lors de la période de préparation.

Ces derniers doivent les retourner à l'entrepreneur avec leurs observations éventuelles au plus tard dix jours ouvrés après leur réception. Au-delà de ce délai, l'approbation est considérée comme acquise.

Dans le cas de document retourné avec observations ou avec Avis Défavorable, l'Entrepreneur doit diffuser un nouvel indice "pour visa" pour obtention de l'approbation ou de l'avis Favorable, sans que cela puisse lui permettre de prétendre à aucune prolongation de délais.

Tout document pour lequel le visa est suspendu à l'obtention d'un autre document sera considéré comme Refusé.

L'Entreprise s'interdit d'utiliser sur le site tout document non approuvé. Dans le cas contraire, la Maîtrise d'ouvrage pourra purement et simplement refuser l'ouvrage correspondant ou exiger sa démolition, sans que cette décision porte prolongation des délais contractuels ou versement d'indemnités. L'Entreprise ne pourra se prévaloir d'aucun retard dans le visa pour se soustraire à cette obligation.

Les documents d'exécution doivent être diffusés suivant un ordonnancement logique et à un rythme permettant aux différents intervenants de viser des ensembles homogènes de documents en ayant toutes les informations nécessaires (les notes de calcul précédant les plans d'exécution, etc.). Le calendrier détaillé des études d'exécution sera établi sur ces bases, et ménagera chaque fois que possible des marges libres entre les études et les délais de travaux (tâches de commande et d'approvisionnement).

C – Coordination des travaux

La coordination des travaux est assurée par les sites du GHT du Hainaut Cambrésis représenté par le Chargé d'Opérations ou tout autre organisme qualifié précisé sur le bon de commande.

D – Obligation du titulaire vis-à-vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à déclarer l'ensemble de ses sous-traitants.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect de la réglementation.

E – Exécution des travaux

Avant toute intervention sur l'un des sites GHT du Hainaut Cambrésis, l'entrepreneur se présentera aux chargés de travaux du site concerné.

L'accès aux chantiers par les escaliers, ascenseurs et monte-charge ne peut se faire qu'avec l'accord de la Direction de l'établissement concerné.

Pour des travaux devant être exécutés dans les locaux occupés par du personnel ou des malades, l'entrepreneur est tenu de gêner au minimum le fonctionnement du service hospitalier et de veiller au bon ordre et à la propreté journalière du chantier. A cet effet, les protections de chantier (films plastiques, cloisons provisoires, ...) qu'il mettra en œuvre sont dues. Il doit se conformer strictement aux directives de l'Administration.

De ce fait, l'entrepreneur est tenu d'installer les chantiers, de transmettre les ordres qu'il a reçus aux ouvriers et de leur donner toute indication utile à ce sujet. Il doit diriger lui-même ses chantiers, son personnel et suivre l'exécution de tous ses travaux de quelque importance qu'ils soient.

L'entrepreneur accompagne le représentant de l'Administration pour les réunions ou la visite de chantiers, chaque fois qu'il en est requis.

En cas d'impossibilité dûment constatée, l'entrepreneur peut, sans qu'il résulte pour cela une atténuation quelconque de sa responsabilité, faire agréer par l'Administration une personne compétente autorisée à le remplacer et le suppléer dans la réception des ordres, la conduite des travaux, les prises d'attachements et de mesurage, le tout dans les formes qui seront prescrites par l'Administration.

L'Administration peut révoquer cette autorisation si elle le juge utile, l'entrepreneur ne pouvant s'y opposer.

Il est formellement interdit à l'entrepreneur de se servir de matériels, échelles, échafaudages, outils, aspirateur à filtre absolu, etc..., appartenant à l'Administration.

Les fluides (eau et électricité) sont mis gracieusement à la disposition des titulaires dans le cadre de chantiers à proximité d'un point d'eau ou d'électricité. Cependant, il est à noter qu'il peut arriver que le fournisseur ait besoin d'une réserve d'eau ou d'un petit groupe électrogène pour effectuer des travaux. Les prix unitaires incluant la mise en œuvre, il est spécifié que les frais d'eau, d'électricité, et les autres besoins d'énergie sont réputés inclus dans ces prix.

Réunions de chantier :

Lorsque l'importance d'une opération de travaux le nécessitera, une réunion de chantier hebdomadaire aura lieu sur le site du GHT du Hainaut Cambrésis. La présence de chaque entreprise sera obligatoire et la date de réunion sera fixée dans le cadre de la préparation de chantier.

D'autres réunions plus générales pourront être organisées et dont le but sera d'établir un état détaillé de l'avancement des chantiers terminés, en cours ou à lancer rapidement.

5.2– Organisation des différents sites

Concernant le CH de Valenciennes, celui-ci est organisé en pôles numérotés de 1 à 8 et de 10 à 15.

Chaque pôle a son autonomie de gestion et peut potentiellement passer directement commande aux titulaires.

La direction de la Logistique représente le pôle n°14 qui aura la particularité de pouvoir suivre également des commandes d'autres pôles.

Concernant les autres sites GHT du Hainaut Cambrésis, ils ont leurs autonomies de gestions et peuvent potentiellement passer directement commande aux titulaires.

Une liste reprenant les représentants qualifiés pour chaque site sera communiquée aux titulaires. Cette liste est sujette à modifications, les mises à jour éventuelles se feront par courrier recommandé avec accusé de réception.

5.3- Entretien préventif

L'entretien préventif des installations sera réalisé en fonction d'un planning défini entre le Titulaire et le Maître d'Ouvrage. L'application d'une prestation préventive prévue au bordereau ne se fera qu'après l'établissement du bon de commande et suivi d'un ordre de service de démarrage qui précisera le champ d'action et les durées partielles et totales de la prestation.

5.4– Dispositions diverses

Les contraintes particulières aux travaux exécutés dans des bâtiments hospitaliers tenant en particulier à la nécessaire continuité de fonctionnement du service public, sont censées être connues du titulaire.

A ce titre, il s'engage à réaliser les travaux qui lui sont confiés quel que soit la période de l'année, et plus particulièrement en période estivale (juillet et août) et en période de fin année (Noël et Nouvel an).

S'il y a lieu, le contrôle technique rendu obligatoire par la Loi du 04/01/1978 est à l'initiative et à la charge du Maître d'Ouvrage, ainsi que les prestations d'Hygiène et de Sécurité.

5.5– Documentation, Normes, Communications

Le titulaire du présent marché s'engage à remettre avant exécution, tous les documents réclamés dans le bon de commande et ses Ordres de services éventuels ou dans le cadre de la préparation de chantier. Ces documents peuvent être notamment (en 1 exemplaire papier et sur demande une forme dématérialisée) :

- plans d'exécution
- fiches techniques
- procès-verbaux
- plans de prévention
- autres documents mentionnés dans les généralités et bordereaux de prix.

En cours d'exécution, d'autres documents pourront être réclamés (rapports d'essai, certificats de conformité, ...).

Le titulaire remettra dans le cadre de la réception, sans qu'il lui soit expressément spécifié, l'ensemble des éléments énumérés à l'article 40 du CCAG Travaux, notamment ses dossiers d'ouvrages exécutés (DOE). Ces DOE comprendront également les notices d'utilisation, d'entretien et de maintenance de ses ouvrages. Ils seront obligatoirement transmis sous forme dématérialisée plus 1 exemplaire papier.

Toutefois et en dérogation au CCAG Travaux, ces documents seront adaptés à la nature et à l'importance des travaux à réaliser et seront précisés sur le bon de commande ou l'ordre de service.

Tous ces documents seront rédigés en langue française.

Les prestations sont définies par référence aux normes françaises homologuées ou à d'autres normes applicables en France en vertu d'accords internationaux.

Les correspondances, réunions et discussions relatives au marché se déroulent en français ; il appartient au titulaire de désigner, pour l'exécution du marché, une équipe ayant la maîtrise de la langue française.

5.6– Contrôleur technique

Les mesures particulières concernant la mise en place d'une prestation de contrôle technique dans le cadre de la réalisation de travaux seront précisées à l'occasion de chaque bon de commande.

5.7– Hygiène et sécurité

5.7.1 - Sécurité et protection de la santé

A – PRINCIPES GENERAUX

L'Entrepreneur devra satisfaire en tous points aux obligations qui découlent :

- De la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993, et du décret du 26 décembre 1994, concernant les règles de coordination dans les chantiers
- Du décret du 26 février 1992 sur les articles L4511-1 et suivants, ainsi que les articles R4511-1 et suivants du Code du travail, concernant l'ensemble des règles de coopération entre collectivité utilisatrice et entreprise intervenante extérieure
- De la loi du 31 décembre 1991 et du décret du 5 novembre 2001 concernant l'évaluation des risques professionnels et le plan d'action
- L'ensemble des lois, décrets et arrêtés d'application en vigueur à la date de démarrage des travaux, objets du présent marché

De ces lois et décrets, le titulaire doit remettre au chargé d'opération du CHV son plan de prévention parfaitement renseigné et signé avant tout démarrage de travaux (un modèle de document sera remis au titulaire) et/ou son PPSPS. Ces documents seront remis au plus tard 1 semaine avant le démarrage prévu des travaux. Il doit pour cela participer à toutes les inspections communes préalables.

L'entrepreneur s'engage à respecter toutes les dispositions qui y seront prévues et à mettre en oeuvre tous les dispositifs de sécurité qui y seront définis.

En particulier il veillera, lorsque nécessaire, à la bonne application du permis feu délivré par le service sécurité incendie du CHV et à la mise en place de ses propres extincteurs.

En particulier également, il veillera au respect de la réglementation sur l'amiante et de l'obligation d'être informé sur l'état en la matière pour chaque zone de travail.

B – AUTORITE DU COORDONNATEUR SPS

Chaque fois qu'un chantier présentera une Co-activité avec plusieurs entreprises et dans le cas de travaux de restructuration lourde, un coordonnateur SPS sera désigné.

Le coordonnateur SPS doit informer le Maître de l'Ouvrage sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les Entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le Maître de l'Ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

C – Moyens donnés au coordonnateur SPS

a. Libre accès du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

b. Obligations de l'Entrepreneur

- L'Entrepreneur communique directement au coordonnateur SPS :

- o Le Plan de prévention

- o Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé,

- o La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier,

- o Dans les 5 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier,

- o Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang, il tient à sa disposition leurs contrats,

- o Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS,

- o La copie des déclarations d'accidents de travail,

- L'Entrepreneur informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs Entreprises, et lui indique leur objet,

- L'Entrepreneur donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS,

- Tout différend entre l'Entrepreneur et le coordonnateur SPS est soumis au Maître de l'Ouvrage,

- A la demande du coordonnateur SPS, l'Entrepreneur vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

5.7.2– Dispositions relatives à l'amiante

Les entreprises sont réputées avoir pris connaissance du Dossier Technique Amiante mis à leur disposition avant tout démarrage de travaux. Une attestation devra être émise par le titulaire.

5.7.3– Modalités d'accès / Stationnement spécifique au Centre Hospitalier de Valenciennes

Un livret d'accueil sera remis aux entreprises contractant avec le CHV.

L'accès au CHV se fait par l'entrée principale située Rue des écoles – Valenciennes. Aucune voiture particulière n'est admise à entrer autre que celles du personnel du CHV. Le stationnement du personnel de l'entreprise titulaire pourra s'effectuer sur le parking strictement réservé aux entreprises (face aux cuisines du CHV) sous réserves de places disponibles.

Les camionnettes et camions destinés aux approvisionnements pourront entrer pour décharger aux lieux indiqués au plan de prévention. Une fois le déchargement ou le chargement terminé, le véhicule devra se stationner aux zones repérées.

5.7.4– Base vie

Le CH de Valenciennes met à disposition des Titulaires du lot 1, une zone comprenant un local pouvant accueillir des casiers vestiaires, un réfectoire, des sanitaires et un local de stockage temporaire. Cette zone sera commune à tous les intervenants.

Les Titulaires maintiennent en parfait état de propreté l'ensemble de ces locaux, ils sont également responsables de toutes dégradations et sont tenus de procéder à leurs frais aux réparations complètes.

L'établissement où se déroulent les travaux se réserve le droit d'intervenir à tout moment pour pallier à tout défaut d'entretien constaté. Les frais ainsi engendrés seront à la charge du ou des défaillants lorsqu'ils seront connus ou, dans la négative, à la charge de l'ensemble des titulaires au prorata du montant des travaux exécutés par chacun au moment du constat.

Les fluides (eau et électricité) sont mis gracieusement à la disposition des titulaires dans le cadre de chantiers à proximité d'un point d'eau ou d'électricité. Cependant, il est à noter qu'il peut arriver que le fournisseur ait besoin d'une réserve d'eau ou d'un petit groupe électrogène pour effectuer des travaux. Les prix unitaires incluant la mise en œuvre, il est spécifié que les frais d'eau, d'électricité, et les autres besoins d'énergie sont réputés inclus dans ces prix.

Les Titulaires doivent se conformer au règlement intérieur des sites du GHT du Hainaut Cambrésis et respecter et faire respecter l'interdiction de fumer dans les locaux (décret 2006-1386 du 15 novembre 2006).

Les déchets produits par l'utilisation de cette base vie (notamment DOM) seront évacués chaque jour par les utilisateurs.

5.7.5– Modalités d'accès aux lieux de travail

En plus du plan de prévention, le titulaire transmettra au représentant qualifié de l'établissement la fiche de déclaration travaux hygiène (suivant modèle qui sera remis au titulaire) dûment remplie. L'ULIN (Unité de Lutte contre les Infections Nosocomiales) renverra le document avec ses préconisations qu'il y aura lieu de respecter impérativement. Cette disposition vaut pour tous les travaux intérieurs et extérieurs (risque aspergillaire par la poussière notamment).

Le personnel d'intervention du titulaire sera vêtu d'une tenue propre et adaptée à l'activité du lieu où il intervient. Dans certaines zones (blocs opératoires par exemple), une tenue complémentaire ou de substitution sera nécessaire et sera fournie au personnel du titulaire.

Avant de démarrer toute intervention, le personnel du titulaire veillera à se présenter au responsable du service dans lequel il doit intervenir.

Chaque entreprise devra posséder obligatoirement un aspirateur à filtre absolu.

5.8– Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché public et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- Une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux ;
- Une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du code civil.

5.9– Pièces administratives à fournir pendant l'exécution du marché

Le titulaire devra fournir les pièces suivantes tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat, les mêmes pièces :

- s'acquiesce des formalités mentionnées aux articles L. 8221-31 et L. 8221-52 du code du travail relatif au travail dissimulé par dissimulation d'activité et dissimulation d'emploi salarié.
- est à jour de ses obligations de déclaration et de paiement auprès des organismes de recouvrement que sont les URSSAF, les caisses générales de sécurité sociale, les caisses d'allocations familiales, et les caisses de mutualité sociale agricole, dans les conditions de l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale

5.10– Etat des lieux

A l'initiative du Maître d'Ouvrage, un état des lieux pourra être établi avant l'exécution de tous travaux par l'Entrepreneur. Cet état des lieux sera établi contradictoirement en présence du représentant de l'établissement et sera opposable à l'Entrepreneur, même en cas d'absence de celui-ci lors de son établissement. Il portera sur l'état des

bâtiments et des voiries ainsi que sur l'état de la végétation devant être conservée et se trouvant à proximité de la zone d'exécution des travaux.

En l'absence d'état des lieux, l'entrepreneur se doit de signaler toute situation qui ne correspond pas à la configuration normale des locaux qui le concernent : locaux correspondant au chantier, locaux utilisés ou locaux empruntés pour l'approvisionnement.

5.11– Déchets de chantier

Tout producteur de déchets est responsable de ses déchets.

La gestion par les établissements de leurs déchets hospitaliers répond à des règles strictes et les déchets de chantier, quels qu'ils soient, ne peuvent s'insérer dans cette gestion. A ce titre les titulaires ne pourront en aucun cas utiliser les différentes bennes et poubelles des établissements.

Aussi, tous les prix du bordereau des prix unitaires (BPU) devront inclure l'évacuation par le titulaire de tous les déchets produits par la tâche concernée jusqu'aux décharges publiques dans le strict respect des réglementations en vigueur.

5.12– Provenance des matériaux et produits

Le bon de Commande fixe la provenance des matériaux, produits ou composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces particulières et générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

5.13– Caractéristiques – qualités – vérifications – essais et épreuves des matériaux et produits

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCTG et du CCAG Travaux concernant les caractéristiques et qualités des travaux, ainsi que les modalités de leur vérification, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

5.14– Qualité des matériaux et produits. – Application des normes

Dans le cas où le marché se réfère à des normes françaises non issues de normes européennes, des matériaux ou produits dont les caractéristiques sont établies par référence à des normes en vigueur dans d'autres Etats parties à l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce peuvent être admis si ces caractéristiques sont reconnues comme équivalentes à celles spécifiées.

Toute demande formulée par le titulaire et demandant de faire reconnaître une telle équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au moins trente jours avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

Les documents justificatifs doivent être rédigés en français ou être accompagnés de leur traduction en français s'il s'agit de documents originaux établis dans une autre langue.

6 – Contrôle et réception des travaux

6.1– Essais et contrôle des ouvrages

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules du CCTG ou par le CCTP sont assurés par l'Entrepreneur, à la diligence et en présence du Représentant du CHV.

6.2– Mise à disposition d'ouvrages ou parties d'ouvrages

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de disposer des ouvrages (ou parties d'ouvrages) non encore achevés sous réserve d'établir un Etat des lieux conformément aux dispositions prévues à l'article 43 du CCAG Travaux.

6.3– Réception

Les réceptions de travaux sont régies en application de l'article 41 du CCAG Travaux.

La réception marque le point de départ des garanties.

6.4– Documents finaux

L'entreprise remettra l'ensemble des documents à fournir après exécution conformément aux dispositions prévues par l'article 40 du CCAG Travaux.

En dérogation à ce même article, le délai d'un mois prévu au 2° § est ramené à 2 semaines.

En dérogation à ce même article, l'élément de phrase du 1°§ « au plus tard lorsqu'il demande la réception des travaux

» devient « lorsqu'il demande la réception des travaux ou au plus tard le jour de la réception »

7– Prix

7.1- Caractéristiques des prix pratiqués

Les prix du marché sont établis :

* en considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels quelle que soit leur intensité pour autant qu'ils ne soient pas constitutifs de force majeure

- * en supposant connues les sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée de travaux attribués sur le même site à des entrepreneurs relevant d'autres corps d'état
- * en supposant connues les contraintes particulières aux travaux réalisés dans les services hospitaliers, tenant en particulier à la nécessaire continuité de fonctionnement du service public.
- * en considérant la gratuité des devis demandés
- * en application de l'ensemble des dispositions prévues dans l'ensemble des pièces du marché.

Aucune indemnité ne sera allouée à l'entrepreneur pour mise en œuvre de matériaux fournis par le Maître de l'Ouvrage lorsque ces matériaux ont été acquis à un prix plus bas que celui justifié au devis.

Les quantités mentionnées sur les devis devront absolument correspondre aux surfaces utiles des locaux concernés. Aucune majoration pour chute, perte, découpes, frais imposés par le fournisseur... ne sera accepté. Si le titulaire ne respecte pas cette clause, il sera sanctionné comme repris à l'article 15 du présent CCAP, pouvant conduire à la résiliation de son marché.

7.2- Modalités de variation des prix

7.1.1 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Le "mois zéro" est défini uniquement pour les prix des prestations exécutées suite au moyen de bons de commande.

7.1.2 Choix des index de référence

Les index de références BT choisis (index nationaux) sont repris ci-dessous :

7.1.3 Modalités de révision des prix " du bordereau "

La première année, les prix sont fermes et non révisables.

Les prix du bordereau seront révisables à chaque date anniversaire soit à partir de l'année n+1 du marché et feront l'objet d'une réédition et d'une transmission du document bordereau par le titulaire au plus tard 3 mois avant la date anniversaire.

Les prix sont donc toujours fermes sur 1 année complète entre chaque anniversaire qui constitue ainsi une période. Ces prix sont ceux qui figurent sur le bordereau transmis en début de période par le titulaire, validé par la cellule des marchés du CHV.

La révision sera effectuée, pour chaque lot, par application de la formule suivante :

$$P = P_o(0.15 + 0.85 \frac{BT_{46}}{BTo})$$

Dans laquelle :

P = prix révisé

Po = prix de base (valeur du prix au mois Mo, cf. article 12.3.A ci-dessus)

BTo = indice de base (valeur de l'indice au mois Mo année n-1)

BT 46 = dernier indice connu à la date anniversaire moins 3 mois et publié au J.O. (Peinture, tenture, revêtements muraux)

Les prix peuvent être révisés à la hausse comme à la baisse, à l'initiative du titulaire ou sur demande du pouvoir adjudicateur.

Les nouveaux tarifs deviennent contractuels après validation par le pouvoir adjudicateur. Le titulaire en est informé par courrier transmis de façon dématérialisé permettant une traçabilité.

Dans le cas contraire, les conditions précédentes seront automatiquement reconduites.

En outre, le titulaire doit systématiquement fournir, à l'appui de sa demande d'ajustement, les pièces

justificatives permettant d'apprécier l'augmentation des prix.

Si la révision n'est pas demandée ou refusée, la suivante se basera sur l'augmentation résultant de la dernière révision des prix.

7.1.4 Prix de référence

La date qui fait référence pour l'établissement des prix est celle du bon de commande.

Toutefois si l'ordre de service de démarrage dépasse de 3 mois la date du bon de commande, c'est la date de l'ordre de service qui fait référence. Un bon de commande rectificatif devra alors être établi.
Faute de production du document bordereau révisé, c'est le prix du bordereau de la période précédente qui s'applique.

7.1.5 Application de la TVA

Les montants sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces d'ordonnance. Ces montants pourront être rectifiés en vue de l'établissement du décompte général, en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements correspondants.

7.2 – Evolution du bordereau

Des lignes du bordereau des prix unitaires pourront être rajoutées ou supprimées par le CHV sur la base d'avenants.

Les matériaux objet de l'accord-cadre peuvent, à tout moment, donner lieu à des offres de prix promotionnels à l'initiative du titulaire dans les conditions définies ci-après.

Une offre de prix promotionnel peut prendre la forme suivante :

- diminution d'un ou plusieurs prix hors taxes;
- augmentation des différentes remises ;
- proposition de remises sur les prix du BPU ;
- diminution ou suppression du coefficient de majoration pour la Corse et autres îles métropolitaines non reliées au continent par le route, le cas échéant ;
- toute proposition du titulaire permettant d'accroître la performance économique de l'accord-cadre (ex. : ventes par lot, réduction exceptionnelle, déstockage...);
- combinaison d'un ou plusieurs points ci-dessus.

Le titulaire adresse l'offre de prix promotionnel par voie dématérialisée au Centre Hospitalier de Valenciennes. Il donne toutes précisions utiles et notamment la durée de validité de la promotion, la désignation précise des fournitures concernées.

8 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5,0 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée pour :

- Les bons de commande à partir d'un montant 100 000 € HT issus des lots prévoyant un accord-cadre à bons de commande ;
- Les marchés subséquents à partir d'un montant 100 000 € HT issus des lots prévoyant un accord-cadre à marchés subséquents ;

Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie.

9 - Avance

Une avance pourra être accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, pour tous les lots.

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Travaux.

9.1 - Conditions de versement et de remboursement

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire dans les conditions suivantes :

- pour un accord-cadre à bons de commande avec minimum, lorsque le montant minimum est supérieur à 50.000 euro HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois ;
- pour un accord-cadre à bons de commande sans minimum, pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 euro HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois ;
- pour un accord-cadre à marchés subséquents, pour chaque marché subséquent d'un montant supérieur à 50.000 euro HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

9.2 - Garanties financières de l'avance

Le versement de l'avance est conditionné à la constitution d'une garantie à première demande. Cette garantie peut porter sur tout ou partie de l'avance. Pourra se substituer à cette garantie, une caution personnelle et solidaire.

10 - Modalités de règlement des comptes

10.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

10.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir appelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) :
26590673500013 CH Valenciennes
26590697400018 CH Saint-Amand-les-Eaux
26590681800017 CH Denain
26590695800342 CH Maubeuge
26590690900048 CH Jeumont
26590684200017 CH Félleries-Liessies
26590685900011 CH Fourmies

10.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

10.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

11 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). Pour le(s) lot(s) faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande, l'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

12 - Pénalités

Par dérogation à l'article 19 CCAG Travaux, les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

Par dérogation à l'article 19 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard. En dérogation à l'article 19 du CCAG Travaux, le présent CCAP fixe les retenues et modalités suivantes :

12.1 – Retard d'exécution des travaux

Les dispositions suivantes sont appliquées en cas de retard dans l'exécution des travaux mesuré par rapport au calendrier fixé soit dans la commande ou les ordres de service qui suivent, soit dans le cadre de la période de préparation (calendrier détaillé d'exécution).

Dans le cas où l'entrepreneur se verrait retardé dans l'exécution de son ordre de service par un autre corps d'état ou toute autre cause extérieure à son entreprise, il doit signaler au Maître d'Ouvrage dans les cinq jours calendaires et par écrit, les raisons et l'importance de ce retard. Passé ce délai il n'est plus fondé à élever des réclamations et les retenues pour le retard lui sont entièrement applicables.

Montant de la retenue pour ce poste : 1/100 du montant total en € HT de la commande par jour calendaire de retard.

12.2 –Retard dans le délai d'intervention des dépannages

Montant de la retenue pour ce poste : 150 (cent cinquante) € HT de retenue appliquée dès que le délai de 4h est dépassé. Ensuite, une autre retenue de 150 (cent cinquante) € HT est appliquée par tranche de 24h.

12.3 –Retard dans la remise de documents après exécution

Montant de la retenue pour ce poste : 150 (cent cinquante) € HT par jour calendaire de retard.

12.4 - Absence de l'entrepreneur aux convocations et réunions de chantier

Montant de la retenue pour ce poste : 150 (cent cinquante) € HT par absence.

12.5 – Retard dans la remise des documents d'exécution

Ce poste concerne également les plans de prévention et fiche de travaux hygiène.

Montant de la retenue pour ce poste : 150 (cent cinquante) € HT par jour calendaire de retard.

A noter que la retenue pour ce poste peut se cumuler avec celle du poste A même si le retard dans l'exécution des travaux est directement lié au retard de transmission du document incriminé.

12.6 – Non-respect de la remise en état des lieux

A la fin des travaux, dans le cadre du délai d'exécution, l'entrepreneur dispose de 5 jours pour procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements, des installations détériorées, à l'enlèvement du matériel et des matériaux sans emploi qui auront été occupés par le chantier.

En cas de non-respect, la prestation de nettoyage sera effectuée aux frais du (des) intervenant(s).

12.7 – Non-respect des règles d'hygiène ou de sécurité

Montant de la retenue pour ce poste : 150 (cent cinquante) € HT par infraction constatée.

12.8 – Pénalités concernant le travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une retenue correspondant à 10 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette retenue ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

12.9 – Modalités d'application des retenues

Toute retenue s'applique par commande sauf dans le cas de retard dans la remise des devis et dans le cas du travail dissimulé où elle s'applique au marché global, toutes commandes confondues (le montant d'une retenue pour retard dans la remise d'un devis peut être déduit sur une commande quelconque issue du marché).

Toutes les retenues sont cumulables.

Les retenues applicables seront notifiées par lettre recommandée avec accusé de réception après une mise en demeure et seront déduites de sa facture.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de lever les retenues dans le cas où il juge que les motifs des retenues ne lui ont pas porté préjudices.

Pour les lots conclus sur la base de l'accord-cadre à marchés subséquents, les lettres de consultation des marchés subséquents pourront, en fonction des opérations à réaliser, prévoir des pénalités supplémentaires ou plus contraignantes.

13 - Garanties

13.1 – Garanties légales

Les travaux sont soumis aux garanties légales instituées par les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil et par la Loi n°78.12 du 04/01/1978.

Les biens et les fournitures sont soumis aux garanties instituées par l'article 1386 du Code civil.

Le délai de garantie des ouvrages, parties d'ouvrages ou ensemble de prestations qui font l'objet d'une réception partielle est conforme aux stipulations de l'article 42.3 du C.C.A.G.-Travaux.

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit d'exiger une garantie particulière, notamment, en ce qui concerne certains travaux de toiture, enduits, ainsi que la tenue de certaines peintures.

13.2 – Garanties particulières

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger une garantie particulière, notamment, en ce qui concerne certains travaux d'étanchéité de chape, toitures, terrasses, enduits en souterrain, cuvelages, réservoirs ainsi que pour la tenue de certaines peintures.

14 - Résiliation du contrat

14.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas de résiliation de chaque marché subséquent pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

Les conditions de résiliation du marché public sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché public pour motif d'intérêt général par le maître d'ouvrage, le titulaire perçoit à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, le marché public sera résilié aux torts du titulaire.

En plus des dispositions prévues à l'article 46.3 du CCAG Travaux, la résiliation peut être prononcée pour faute du titulaire dans le cas de non production des devis demandés, pour l'accord-cadre à bons de commande.

Dans ce cas, la résiliation aura lieu conformément aux dispositions prévues au § 46.3.2 du CCAG Travaux.

Pour les lots 4,5,6 : En cas d'absence de réponse justifiée à 3 marchés subséquents, une mise en demeure de participer sera adressée au titulaire. Si, suite à cette mise en demeure, le titulaire ne répond pas de nouveau à 3 marchés subséquents, l'accord-cadre sera résilié sans indemnité.

Pour tous les lots : Si le titulaire refuse et/ou ne respecte pas les règles quant aux quantités à stipuler sur le devis devant être en cohérence avec les réelles surfaces de travaux à réaliser, sera envoyée au titulaire une mise en demeure. Au bout de deux mises en demeure, si le titulaire ne conforme pas ses à notre demande, le maître d'ouvrage pourra décider de résilier l'accord-cadre sans indemnité.

14.2- Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

15 – Frais et risques/défaillance du titulaire

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de prononcer l'exécution aux frais et risques lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui ne peut souffrir d'aucun retard.

Ainsi, en cas d'inertie, de manquements ou de mauvaise foi du cocontractant, de départ prématuré du chantier ou encore lorsque ce dernier ne termine pas la prestation, pourra être enclenché la procédure d'exécution aux frais et risques.

Sera procédé, pour assurer la poursuite des travaux par un tiers, à la constatation des travaux exécutés et des approvisionnements existants, à l'inventaire descriptif du matériel du titulaire défaillant et à la remise à celui-ci du matériel non utile à l'achèvement des travaux (article 52.3 du CCAG-Travaux).

L'augmentation des dépenses qui en résulte est à la charge du titulaire.

L'exécution aux frais et risques du titulaire défaillant pourra être également être déclenchée à la suite de la résiliation du marché.

16 - Clause de réexamen

Le pouvoir adjudicateur peut modifier le marché en ajoutant des prestations supplémentaires dans les conditions des articles R2194-2 à R2194-4 du Code de la Commande Publique.

Selon l'article L-6. 4° du Code de la Commande Publique, l'autorité contractante peut modifier unilatéralement le contrat dans les conditions prévues par le présent code, sans en bouleverser l'équilibre. Le cocontractant n'a pas droit à une indemnisation.

16.1 - Adhésion d'un nouvel établissement

Le pouvoir adjudicateur peut modifier l'accord-cadre en ajoutant des prestations supplémentaires dans les conditions des articles R. 2194-2 à R. 2194-4 du code de la commande publique.

Selon l'article L-6. 4° du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut modifier unilatéralement l'accord-cadre dans les conditions prévues par le code de la commande publique, sans en bouleverser l'équilibre. Le cocontractant n'a pas droit à une indemnisation.

Le Centre hospitalier de Valenciennes, établissement support du groupement hospitalier de territoire du Hainaut-Cambrésis (GHT-HC), agit en tant que pouvoir adjudicateur du groupement.

Les établissements ne faisant pas partie du groupement de commande de l'accord-cadre mais appartenant au groupement hospitalier de territoire du Hainaut-Cambrésis (GHT-HC), sont susceptibles de bénéficier de l'accord-cadre. Le pouvoir adjudicateur, le Centre hospitalier de Valenciennes, en qualité d'établissement support du groupement hospitalier de territoire du Hainaut-Cambrésis (GHT-HC), informe le titulaire de son intention de mettre en œuvre cette clause au moins trois semaines avant le début d'exécution souhaitée de l'accord-cadre du nouvel établissement adhérent.

La mise en œuvre de la présente clause de réexamen fait l'objet d'un avenant qui précise la date de début d'exécution de l'accord-cadre pour le nouvel établissement concerné avec le titulaire, les produits ou services concernés avec quantités prévisionnelles et les conditions de livraison.

À l'inverse, les établissements faisant partie du groupement de commande, soit dès le lancement de la procédure, soit par le biais de la clause de réexamen ci-dessus, ont la possibilité de sortir du groupement.

Cette clause peut être mise en œuvre par le biais d'une décision unilatérale notifiée au titulaire qui fixe la date effective de sortie.

La sortie d'un établissement du groupement hospitalier de territoire du Hainaut-Cambrésis (GHT-HC) ne donne droit à aucune compensation financière, tout comme elle n'entraîne pas la résiliation de l'accord-cadre. Le nombre minimal d'établissements présents ne peut être inférieur à un.

Les bons de commande émis avant la notification de ce retrait doivent être exécutés dans les conditions habituelles de l'accord-cadre.

L'accord-cadre peut-être transféré, par avenant, à un membre du groupement hospitalier de territoire du Hainaut-Cambrésis (GHT-HC) bénéficiant du contrat, qui devient alors pouvoir adjudicateur, en lieu et place du Centre hospitalier de Valenciennes.

16.2 - Imprévision ou circonstances imprévues

16.2.1 - Obligation d'information

En cas d'évènement imprévisible et extérieur aux parties rencontré en cours d'exécution qui ne pouvait être prévu au moment de la conclusion de l'accord-cadre de par sa nature ou son ampleur, notamment d'ordre sanitaire ou climatique, le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais des difficultés qu'il rencontre et qui sont liées à cet évènement.

Le titulaire doit exposer par écrit l'impact de l'évènement sur sa capacité à remplir ses obligations et s'engage à fournir les justificatifs démontrant que les difficultés qu'il rencontre sont strictement liées à cet évènement.

16.2.2 - Modalités de poursuite de l'accord-cadre

Les parties peuvent convenir par voie d'avenant des modalités d'adaptation d'exécution de l'accord-cadre strictement nécessaires pour faire face à l'évènement imprévisible.

16.2.3 - Suspension de l'accord-cadre

En cas d'impossibilité temporaire d'exécuter l'accord-cadre du fait de l'évènement imprévisible, le pouvoir adjudicateur peut décider de suspendre l'exécution de l'accord-cadre sur décision notifiée au titulaire.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnisation.

Dans ce cadre, un accord-cadre de substitution pour la même prestation, avec un autre fournisseur, peut être conclu pour la durée de la crise dans le respect des règles de la commande publique en vigueur au moment de la crise. L'accord-cadre de substitution ne sera pas exécuté aux frais et risques du titulaire.

Les conditions d'exécution de l'accord-cadre lors de la reprise et les modalités de paiement sont définies par avenant à la fin de la période de crise.

16.2.4 - Recevabilité d'une demande d'indemnisation en cas de poursuite d'exécution de l'accord-cadre

Le titulaire de l'accord-cadre peut formuler une demande d'indemnisation en cas de poursuite d'exécution de l'accord-cadre. À ce titre, il doit produire des justificatifs permettant de caractériser un bouleversement de l'économie générale de l'accord-cadre, du fait de la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre, dans les conditions de l'offre initiale malgré les éventuelles modalités d'adaptation éventuellement mises en œuvre en application de l'article précédent.

Il doit notamment justifier de la différence entre son prix de revient et sa marge bénéficiaire au moment où il a remis son offre et au moment où l'évènement survient, ainsi que de l'importance des charges extracontractuelles supportées du seul fait de l'évènement imprévisible.

Il est entendu que l'indemnisation ne doit pas avoir pour effet de faire supporter la totalité de la perte au pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur analyse le bien-fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis et se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une indemnisation au regard de la réglementation en vigueur.

Le cas échéant, l'indemnisation prend la forme d'une modification provisoire des prix de l'accord-cadre, par voie d'avenant, pour une durée limitée à la période de déséquilibre financier de l'accord-cadre dûment justifié. La durée de la modification est précisée dans chaque avenant.

Au-delà de ce délai, les prix de l'offre initiale s'appliquent de nouveau.

En tout état de cause :

- Aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le titulaire : les prix contractuels de l'accord-cadre demeurent en vigueur dans l'attente de l'avenant signé par le pouvoir adjudicateur ;
- Le titulaire ne peut refuser d'approvisionner les établissements au motif que les prix n'ont pas été modifiés.

16.2.5 - Prolongation de l'accord-cadre

Si le présent accord-cadre arrive à terme pendant la période de survenance de l'évènement, il peut être prolongé par voie d'avenant, au-delà de la durée de l'accord-cadre prévue dans le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), lorsque l'organisation d'une procédure de mise en concurrence ne pourrait être mise en œuvre dans des conditions raisonnables.

Cette prolongation peut s'étendre au-delà de la durée mentionnée à l'article L. 2125-1 du code de la commande publique, dans la limite de 6 mois.

16.3 - Evolutions technologiques et réglementaires

Les parties peuvent faire évoluer le contenu des prestations proposées en vue de les remplacer ou de les compléter par des prestations de performances équivalentes ou supérieures à celles proposées initialement.

Ainsi, en cas d'évolution technologique, de changement de technique ou de modification de la réglementation en cours d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire a la possibilité, après accord du pouvoir adjudicateur, de modifier ou remplacer les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre par des prestations jugées au moins équivalentes, plus performantes ou plus adaptées aux besoins, et si possible sans supplément de prix.

Aux termes du présent article, « évolution technologique » et « changement de technique » incluent les nouvelles méthodes ou nouveaux outils similaires ou substituables à ceux définis dans l'accord-cadre et dans l'offre.

Au sens du présent article, « modification de la réglementation » signifie un changement de normes et de réglementation désignant toute création, modification ou abrogation d'un texte de nature législative, réglementaire (en ce compris doctrine de l'administration fiscale au sens de l'article L80 A du Livre des procédures fiscales) ou jurisprudentielle nationale et européenne, y compris en matière fiscale et comptable, tout changement d'interprétation des administrations compétentes ou, toute modification de norme ayant une incidence sur l'accord-cadre, incluant toute norme ou décision adoptée par l'État ou toute collectivité publique, ou toute norme ou décision applicable de l'Union européenne entrée en vigueur après la notification de l'accord-cadre.

Dès lors, lorsqu'une proposition d'évolution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre est à l'initiative du titulaire, celui-ci fournit au pouvoir adjudicateur un dossier permettant d'apprécier, d'une part, les performances techniques et les impacts financiers, d'autre part la conformité à l'objet initial de l'accord-cadre. Ce dossier est transmis au pouvoir adjudicateur par tout moyen permettant d'en donner date certaine.

Le dossier fourni par le titulaire à l'appui de leur demande comprend :

- Les références et caractéristiques des prestations qu'ils souhaitent remplacer, modifier ou compléter ;
- Les références et caractéristiques des prestations nouvelles ;
- Les motifs de la demande (innovation technologique, changement de technique, modification de la réglementation...)
- ;
- Un tableau comparatif précisant en quoi les prestations nouvelles sont au moins équivalentes, plus performantes ou plus adaptées aux besoins que les prestations actuelles ;
- Le prix fixé pour les nouvelles prestations, lequel ne peut excéder le barème des prix unitaires du titulaire applicable à l'ensemble de sa clientèle (« prix publics »).

Le présent article peut être également mis en œuvre à la demande du pouvoir adjudicateur, à la suite de demandes particulières.

Si un prix équivalent ou similaire ne peut être maintenu, le titulaire communique au pouvoir adjudicateur tous les motifs lui permettant d'apprécier si une augmentation de prix est justifiée au regard des modifications proposées.

S'il y a refus du pouvoir adjudicateur de modifier les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre, si le titulaire n'est plus en mesure de fournir des prestations conformes, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre sans indemnité.

Les prestations citées *supra* et toute autre prestation en lien avec l'objet de l'accord-cadre et dont les besoins exprimés par le pouvoir adjudicateur sont avérés, peuvent aussi être ajoutées à l'accord-cadre dans les conditions exposées ci-dessus.

Lorsqu'une demande de modification est à l'initiative du pouvoir adjudicateur, celle-ci fait l'objet d'une présentation au titulaire. Si le titulaire n'est pas en mesure de satisfaire la demande d'évolution à l'initiative du pouvoir adjudicateur, celui-ci se réserve le droit de résilier l'accord-cadre pour faute, dans les conditions définies par le CCAG-FCS.

L'ensemble des modifications évoquées au présent article est formalisé par avenant ne peut donner lieu à une augmentation de plus de 20 % du maximum prévu dans l'accord-cadre.

16.4 - Autres cas

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, des modifications sont également susceptibles d'être apportées dans les hypothèses suivantes :

- Ajout d'une prestation non prévue initialement mais devenue nécessaire.

17 – Clause de non-exclusivité

Dans le cadre d'opérations de travaux dont le montant global de l'opération est estimé supérieur à 100 000€ HT (tous corps d'état), le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de passer par une autre procédure de mise en concurrence pour la réalisation de ces travaux.

Dans le cadre de l'opération précédemment citée et si le lot peinture est estimé à un montant inférieur à 20 000€ HT, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de passer par l'accord-cadre à marchés subséquents pour ce lot en question bien qu'une autre procédure de mise en concurrence ait été lancée pour les autres lots de l'opération.

Dans le cadre de l'opération précédemment citée, et dans le cas où les contraintes de délais de réalisation ne permettent pas de passer par une procédure de mise en concurrence spécifique, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de passer par l'accord-cadre à marchés subséquents pour le peinture bien qu'une autre procédure de mise en concurrence ait été lancée pour les autres lots.

18 – Respect des droits humains et attention à la qualité de vie au travail

Le pouvoir adjudicateur rappelle que le titulaire du marché veille au respect des droits de l'humain et aux obligations qui en découlent et favorise la qualité de vie au travail. Par conséquent, le titulaire respecte le code du travail du pays où ils se trouvent et les règles internationales fixées par le Bureau International du Travail relatives à son secteur d'activité.

De plus le titulaire mettra en œuvre les actions correctrices, les améliorations ou les actions préventives visant à remédier aux atteintes et aux risques d'atteinte aux droits de l'Homme au travail identifiés durant l'exécution du marché. Ces actions visent les activités de l'entreprise et de sa chaîne de fournisseurs et sous-traitants.

19 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Lille est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

20 - Dérogations

- L'article 1.4 du CCAP déroge aux articles 2 et 3.7.1 du CCAG - Travaux
- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG – Travaux
- L'article 9.4 du CCAP déroge à l'article 40 du CCAG – Travaux
- L'article 15 du CCAP complète à l'article 19 du CCAG - Travaux
- L'article 17.1 du CCAP complète à l'article 46.3 du CCAG - Travaux